

"Vers l'émergence de partis européens transnationaux" dans L'Écho

Légende: Paru le 11 mai 2004 dans le quotidien belge L'Écho, l'article reflète les efforts supplémentaires réalisés par les fédérations de partis européens, à l'approche des élections au Parlement européen du 10 au 13 juin 2004, dans la voie de la constitution de partis européens transnationaux. Ces nouvelles formations détermineraient la composition des groupes politiques au Parlement européen.

Source: L'Écho. 11.05.2004. Bruxelles: EDITECO SA. "Vers l'émergence de partis européens transnationaux", auteur:Gosset, Olivier , p. 7.

Copyright: (c) L'Echo

Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

URL: http://www.cvce.eu/obj/vers_1_emergence_de_partis_europeens_transnationaux_dans_1_echo-fr-31b69fc9-6ae5-4a56-9110-021ab91467ff.html

Date de dernière mise à jour: 26/03/2014

Vers l'émergence de partis européens transnationaux

par Olivier Gosset

Pour dépasser les clivages nationaux, les partis européens veulent se structurer davantage.

CES DERNIERS mois, plusieurs fédérations de partis européens ont indiqué vouloir franchir l'étape de la formation de véritables partis politiques européens et rompre avec les traditionnelles structures reposant sur le consensus entre formations nationales. Cela a été le cas des Verts, récemment. Leurs alliés régionalistes de l'ALE (Alliance libre européenne) au Parlement européen ont également fait de même. De son côté, le nouveau président du Parti socialiste européen, Poul Nyrup Rasmussen, a indiqué lors de sa récente élection vouloir transformer lui aussi le PSE en authentique parti transnational. Les formations communistes ne sont pas en reste: ce week-end, une dizaine d'entre elles ont mis sur pied à Rome le parti de la Gauche européenne.

L'objectif de ces démarches est de s'adapter à la nouvelle donne européenne et de dépasser les clivages entre partis nationaux. Cette évolution passera notamment par l'abandon de la règle du consensus qui prévaut dans la plupart des fédérations, ce qui devrait permettre l'adoption de programmes plus consistants et plus cohérents.

Dans ce contexte, on vient d'assister à l'émergence d'un nouvel acteur: les représentants d'une dizaine de formations européennes ont posé dimanche au siège du parti français de centre droit UDF les jalons d'un nouveau mouvement européen, partisan de l'Europe fédérale. Issus de partis centristes d'Italie, de Lettonie, de la République tchèque, de Pologne, de Belgique et de Catalogne, les participants ont annoncé vouloir mettre sur pied un «parti démocrate européen» partisan d'un approfondissement de l'UE. L'idée, a expliqué le président de l'UDF François Bayrou, est de créer «un grand courant politique qui ne soit ni conservateur ni socialiste et qui porte l'idéal européen».

D'après Bayrou, une dizaine de leaders de partis européens sont intéressés par son mouvement, de Francesco Rutelli, leader de la Margherita, en Italie au Polonais Bronislaw Geremek. Romano Prodi, l'actuel président de la Commission européenne, doit aussi en être.

Une petite partie des troupes de la future formation est issue du Parti populaire européen (PPE), qui rassemble les droites conservatrices au Parlement européen. Parfois membres fondateurs du PPE, ces démocrates-chrétiens, comme le Belge Gérard Deprez, ont été déçus par la dérive «droitière» du parti et par son ouverture à des courants souverainistes, nationalistes ou eurosceptiques, tels que les Tories britanniques ou certains partis des pays de l'Est.

Ce parti fédéraliste européen en gestation cherche à mettre sur pied à Strasbourg, après les élections européennes, un groupe parlementaire commun avec les libéraux (ELDR). L'opération permettrait notamment de faire contrepoids aux deux mastodontes que sont le PPE et le PSE, et d'en tirer certains bénéfices pour la désignation du président de la Commission ou du Parlement.

La manœuvre ne sera toutefois pas si simple, les libéraux doivent eux aussi compter avec une aile plus droitière, comme les Néerlandais du VVD ou les partis nordiques. Des différences de fond existent également sur l'adhésion de la Turquie, que François Bayrou et certains dissidents du PPE refusent d'envisager, à l'inverse de la plupart des libéraux.